**D'une guerre à l'autre: l'Intervention Alliée en Russie en 1918**



*Photo: WSW*

Ces dernières années furent l'occasion de commémorer les événements majeurs du XXème siècle, 2014 fut le centenaire de la Première Guerre Mondiale, 2017 celui des Révolutions Russes; 2018 sera l'occasion de commémorer le centenaire de l'Armistice. Cependant 1918 fut également l'année d'un événement majeur mais méconnu même au sein des pays concernés: l'Intervention Alliée en Russie.

Dans le contexte actuel de tensions avec la Russie, il est curieux de constater que beaucoup d'Occidentaux ignorent que leurs armées nationales se déployèrent un jour sur le sol russe. L'historiographie soviétique par contre, a largement instrumentalisé cette épisode dans sa propagande anti-occidentale, quitte à écarteler les faits sur le lit de Procuste d'une conspiration impérialiste pour les ajuster à son récit d'une invasion de l'Etat prolétarien naissant par les puissances capitalistes.

D'autres recherches moins engagées furent par la suite développées non sans insinuer parfois une analogie maladroite entre l'Intervention et les croisades atlantistes du XXIème siècle menées par les mêmes puissances occidentales.

Avant de s'improviser en procureur de l'Intervention, il convient de rappeler qu'elle fut avant tout une étape et un prolongement de la Première guerre mondiale et de la Révolution russe.

1/ L'effondrement de l'alliance de revers

Durant le conflit qui ravageait l'Europe au début du XXème siècle, l'Entente conclue entre la France, la Grande-Bretagne et la Russie faisait face aux puissances centrales germaniques qu'elle prenait en étau en répartissant leurs forces sur deux fronts à l'est et à l'ouest.

La Russie mal préparée pour mener une guerre moderne et prolongée enchaîna les débâcles face aux Allemands tout en se maintenant péniblement dans la guerre. Celle-ci raviva les rancœurs sociales au sein de l'Empire et déboucha sur une révolution le 10 mars 1917 qui mit à bas le régime tsariste, remplacé par un Gouvernement Provisoire qui opta pour une poursuite de l'effort de guerre; on souffle à l'ouest. Cependant pas plus que le Tsar, le nouveau régime ne se révéla apte à redresser la situation. Après des échecs successifs, il finit par être renversé à son tour par les Bolchéviks de Lénine le 7 novembre 1917 à l'issue d'un putsch*.* Ces derniers, financés par l'Allemagne qui avait en avril assuré leur retour en Russie, et appelant à une cessation des hostilités, promulguèrent aussitôt le décret sur la paix incitant les belligérants à mettre fin aux combats pour une paix sans annexions tout en menaçant de susciter des soulèvements populaires contre leur propre gouvernement en cas de refus. L'Allemagne répondit "favorablement" à ces appels et un armistice fut conclu. Ce qui pour les Allemands constituait la dernière chance de gagner et pour les Bolchéviks le prélude d'une révolution mondiale, fut pour les Alliés le pire revers de la guerre.

L'armistice permit aux Allemands de transférer des divisions supplémentaires sur le front ouest. Cependant une méfiance mutuelle s'insinua dans leurs rapports avec les Bolchéviks désormais pris dans un "triangle dramatique" entre Allemands et Alliés.

Ces derniers, qui n'ignoraient rien des intelligences entre Bolchéviks et Allemands furent hostiles à la révolution. Le décret sur la paix, la dénonciation des accords Sykes-Picot et l'annulation des emprunts par le nouveau gouvernement confortèrent leurs préjugés. Par leurs représentants diplomatiques sur place, ils s'orientèrent donc vers les forces antibolchéviques qui s'organisaient en Ukraine au sein de l'Armée des Volontaires du général Alexeïev qu'ils financèrent. Leur situation était critique: un déploiement massif des divisions allemandes de l'est vers l'ouest aurait infligé le coup de grâce aux Alliés qui résistaient depuis plus de 3 ans à la pression allemande. La réunion des représentants Alliés le 23 décembre 1917, déboucha sur la Convention franco-britannique.

Celle-ci, fixa en 3 étapes la démarche des Alliés: le maintien de contacts officieux avec les Bolchéviks, le financement de forces antibolchéviques pourvu qu'elles soient anti-allemandes, et le partage entre Français et Anglais de "zones d'influence" au Caucase, en Ukraine et dans les pays baltes, anciennes provinces de l'empire. Ce dernier point fut souvent interprété comme un partage impérialiste à l'image des accords Sykes-Picot visant à démanteler la Russie. En réalité, il s'agissait d'une réponse à l'effondrement du front est occasionnée par l'insurrection Bolchévique et la débandade des armées russes. Les territoires concernés étaient d'une importance stratégique vitale. Ceux-ci ayant, à travers leurs autorités locales, fait sécession après le coup d'Etat bolchévik, avaient eux-mêmes procédé au démantèlement de la Russie. Les Alliés cherchèrent à les courtiser mais la pression allemande eut le dessus, appelant donc une réaction alliée afin que le potentiel stratégique et économique considérable qu'offraient ces zones, ne profite pas aux Allemands ou aux Bolchéviks.

Cependant cette Convention ne fut affirmée qu'en novembre 1918, et l'Intervention découlera en réalité d'autres directives prenant la Convention en porte à faux.

Côté Français, le Ministère de la Défense était enclin à une démarche plus conciliante envers les Bolchéviks en opposition avec le Quai d'Orsay résolu à les renverser. En janvier 1918, le mémorandum du 3ème Bureau du Groupe de l'Avant préconisa de remédier à l'effondrement de l'Etat russe en le reconstituant autour...des Bolchéviks, ces derniers pouvant être utiles contre les Allemands; le litige concernant l'annulation des emprunts du temps des Tsars devrait attendre. L'ambassadeur français Noulens, finit par y consentir.

Quant aux Britanniques, le premier ministre Lloyd George reçut en décembre 1917 la visite du directeur de la Fed, William Boyce Thompson, de retour de Russie où il dirigeait la Mission de la Croix-Rouge américaine, qui lui remit un mémorandum exhortant les Alliés à soutenir les Bolchéviks présentés comme les seuls garants d'une victoire contre l'Allemagne et d'une Russie démocratique[[1]](#footnote-2). Dès lors Lloyd George opta pour une posture plus conciliante envers les Bolchéviks qu'il maintint face au Cabinet de Guerre dont le responsable Lord Milner était partisan d'une croisade antibolchévique. Les Alliés détachèrent auprès du gouvernement bolchévique trois émissaires officieux: Jaques Sadoul pour la France, Lockhart pour l'Angleterre et Raymond Robins pour les Etats-Unis. Ces derniers vont nouer des liens avec le régime qui va saisir l'importance de ces diplomates pour les amener à faire prévaloir leurs intérêts auprès des Alliés.

Notons toutefois qu'en décembre 1917, Staline ouvrit au sein du Commissariat aux Nationalités, un département de recrutement de nationalités étrangères parmi les brigades internationalistes, ce qui signifie que bien avant l'Intervention, les Bolchéviks avaient eux-mêmes internationalisé la guerre civile.

2/ Une entente improbable

Après des mois de tergiversations et de négociations bloquées à Brest-Litovsk, les Allemands reprirent l'offensive le 17 février 1918. Les performances des armées russes en Ukraine encadrées par des officiers français ne furent guère concluantes, ne se résumant qu'à des opérations de sabotage et d'évacuation de matériel vers l'intérieur de la Russie. Le général Henri Niessel représentant la France en Russie proposa de couper les subsides à l'armée des Volontaires, de concert avec Lockhart, et remit aux Bolchéviks un mémorandum présentant des offres concrètes d'aide financière et militaire favorisant la création d'une armée avec le concours d'anciens officiers tsaristes. Toutefois les Allemands maintinrent la pression et contraignirent les Bolchéviks à reprendre les négociations et à signer le 3 mars la paix de Brest-Litovsk avec de terribles conditions.

Les Bolchéviks firent cependant preuve de retenue avant la ratification, le temps d'obtenir la garantie qu'ils ne seront pas chassés du pouvoir. Le Soviet de Mourmansk fit appel le 5 mars à la flotte britannique qui débarqua avec le consentement de Trotski mais aussi celui de Lénine. Les premiers déploiements alliés en territoire russe se produisirent donc à la demande des Bolchéviks et en coopération avec eux.

Les principales préoccupations des Alliés reposaient sur les stocks d'armes fournis aux armées du Tsars, qui faute de moyens logistiques, étaient restés empilés dans la région à la portée des Allemands. De plus, la guerre civile en Finlande permit aux "blancs" pro-allemands d'offrir à l'Allemagne la possibilité de monter une base de sous-marins à Petsamo qui auraient pu compromettre le blocus allié.

Les Anglais collaboraient avec le Soviet tandis qu'ils combattaient les Finlandais "blancs" aux côtés des Finlandais "rouges" communistes au nord. Lorsque Trotski sollicita Lavergne, remplaçant de Niessel le 20 mars pour aider à la création d'une armée révolutionnaire, celui-ci répondit favorablement avec l'accord du gouvernement français.

Ce rapprochement des Alliés avec les Bolchéviks était toutefois fort mal inspiré. Les Alliés n'avaient pas conscience contrairement aux Allemands des motivations des révolutionnaires et ne se focalisaient que sur leurs objectifs militaires contre l'Allemagne sur le court-terme en dissimulant de vagues intérêts économiques. Pour les Bolchéviks il s'agissait d'obtenir un effet de levier contre les Allemands qui représentaient une menace directe à leurs frontières et s'assurer qu'aucun belligérant ne puisse les déloger du pouvoir. Ils ne servaient donc aucun camp hormis celui de l'idéal révolutionnaire, idéal ne pouvant porter ses fruits qu'à la condition d'être exportée à l'ouest; la guerre civile qu'ils avaient explicitement l'intention de déclencher et de répandre dès le départ, constituait l'unique garantie de succès de leur entreprise messianique.

Ainsi ils n'avaient nullement l'intention de répondre aux attentes des Alliés ou des Allemands mais parvinrent à les manipuler à leurs propres fins. La main tendue diplomatique offerte en février 1918 leur permit d'envoyer des émissaires à Londres et Paris, notamment Kamenev qui avait ouvertement déclaré ses intentions subversives révolutionnaires. Pokrovskii avoua en 1927 toute la duplicité des bolchéviks qui cherchaient seulement à soustraire aux Alliés les moyens de porter la Révolution chez eux.

3/Vers l'embrasement

Finalement, le traité de Brest-Litovsk fut ratifié le 11 mars, la pression allemande étant plus crédible que l'assurance alliée.

Les Alliés de leur côté constatèrent bientôt les limites de cette coopération. L'armée dont ils contribuaient à la création n'aurait apporté de résultats que dans plusieurs mois c'est à dire trop tard, et ils virent bien qu'elle se détournerait de leurs intérêts pour servir de garde prétorienne aux Bolchéviks. Les Français reçurent la visite de représentants des forces antibolchéviques qui affirmèrent leur intention de recourir aux Allemands si les Alliés continuaient à soutenir les Bolchéviks ce qui permit au Quai d'Orsay de réimposer une ligne hostile envers Moscou en avril 1918. Les Anglais, progressivement sceptiques quant au bien-fondé de leur collaboration se détournèrent finalement des Bolchéviks en juin.

Dès lors, l'Intervention ne se fera plus avec les Bolchéviks mais malgré eux et les Alliés vont débarquer des troupes supplémentaires à Archangelsk et Murmansk que Lénine dénoncera.

Un nouvel élément allait envenimer la situation: les prisonniers de guerre de la Légion tchécoslovaque. Ces combattants ayant déserté l'armée autrichienne ont rejoint la Russie et une fois reconnue en tant que force alliée, furent acheminés vers Vladivostok afin d'être transférés sur le front ouest. Mais un incident avec le soviet de Tcheliabinsk perturba leur transfert et ouvrit les hostilités dans la région. L'ordre de Trotski du 26 mai de désarmer la Légion se heurta à une vive résistance[[2]](#footnote-3). Les Alliés profitèrent de ce litige pour élaborer une nouvelle stratégie, soit un recours aux Japonais pour assaillir les Allemands en les faisant traverser la Russie. Mais cette opération nécessitait un support logistique colossal et essuya le refus catégorique de Trotski. Profitant que les Tchèques s'emparaient de la ligne du transsibérien et que les Japonais débarquèrent en Sibérie le 4 avril, le Conseil Suprême de Guerre allié mit en place un plan le 2 juillet 1918 prévoyant le transfert de troupes Japonaises vers l'ouest avec le concours des autorités constitutionnelles de Sibérie insurgées contre les Bolchéviks[[3]](#footnote-4). Ce projet fut derechef désavoué par le président américain Wilson réticent à toute réouverture d'un front est, mais qui surtout redoutait une mainmise japonaise sur l'Extrême-Orient. Il avança donc le 6 juillet son plan d'évacuation des Tchèques assuré par 7000 Américains et 7000 Japonais, les Alliés étant libres de déployer leurs propres troupes en Russie mais à leurs frais. Ces derniers firent remarquer l'inadéquation entre les objectifs de Wilson et les moyens mobilisés ce qui va susciter des frictions les mois suivants contraignant Wilson à proscrire toute collaboration entre ses représentants et les Alliés en Russie le 26 septembre. Par leurs désaccords, les Alliés ratèrent donc une occasion inespérée de précipiter la défaite de l'Allemagne, d'autant que les succès des Tchèques furent annihilés par les Bolchéviks qui avaient repris l'offensive.

Ces derniers se sont en effet rapprochés des Allemands dès juin afin de solliciter leur soutien contre les Alliés qui se déployaient à Murmansk et Archangelsk mais également contre les armées blanches. Lorsque les diplomates de la Wilhelmstrasse finirent par convaincre l'Etat-Major allemand que les Bolchéviks étaient les seuls garants de leurs intérêts à l'est, les militaires renoncèrent à les chasser du pouvoir et optèrent pour une démarche plus conciliante. Cette nouvelle entente déboucha le 27 août sur un traité additionnel qui certes, transformait la Russie en véritable colonie eurasienne[[4]](#footnote-5), mais en contrepartie, lui accordait un soutien contre les éléments anti-bolchéviks et Alliés.

L'inéluctable défaite des Allemands scellée à l'issue de la Bataille de la Marne en Août 1918 au prix de grands sacrifices alliés sans que la Russie n'y joue le moindre rôle, aurait pu mettre fin à la nécessité d'une intervention si lointaine. Mais ce qui devait être une opération d'urgence contre l'Allemagne devint ouvertement une réaction hostile au régime révolutionnaire sous l'impulsion de Churchill. Chaque belligérant tentera la lutte contre le Bolchévisme en déployant des effectifs insignifiants avant de se retirer progressivement, la lassitude et l'incompréhension des peuples et des soldats ayant compromis toute opération. Le départ définitif des Japonais sous impulsion américaine en 1922 marquera la fin de l'Intervention ayant laissé une Russie exsangue mais sous domination soviétique.

En conclusion, l'Intervention fut une opération désespérée des Alliées visant à refaire pencher la balance en leur faveur sur le front est. Leurs intérêts concurrents et l'absence de politique commune invalide le mythe soviétique de la grande invasion des puissances capitalistes. Dissocier les agissements des Alliés en Russie en 1918 de leur combat contre l'Allemagne serait une méprise, mais les conséquences furent toutefois dramatiques pour la Russie. L'intervention se poursuivra en 1919 avec des objectifs anti-bolchéviques affirmés non sans quelques excès impérialistes selon les régions. Cependant il convient de rappeler que la paix avec l'Allemagne ne fut conclue qu'en juin 1919 et que dès le 14 novembre 1918 les Bolchéviks entrèrent en contact avec l'Etat-major allemand pour nouer une alliance contre le nouvel ordre que Versailles couvait. Ces intelligences se poursuivront jusqu'au miracle de la Vistule en 1920 qui compromit les projets de jonction des forces allemandes et bolchéviques en Pologne pour une percée vers l'Ouest.

Quelles que furent les finalités qu'une telle alliance présageait, elles ne se réalisèrent jamais mais démontrèrent que les Bolchéviks constituaient malgré tout une menace sérieuse qu'il fallait tenir en respect par l'isolement ou son annihilation.

L'intervention a souvent fait l'objet de jugements sévères de la part d'historiens qui y virent les prémisses de la Guerre Froide consacrée par une opération sans gloire en Russie révolutionnaire qui aura non seulement échoué, mais aussi contribué à prolonger inutilement la violence de la guerre civile russe. Peut-être convient-il de rappeler que cette violence, selon le programme bolchévique, devait être étendue au reste du monde, d'où le chaos qui déchira l'Allemagne et la Hongrie en 1919.

De ce point de vue, peut-on au moins accorder à l'Intervention le mérite d'avoir pu préserver l'Occident des "déboires" de la Révolution mondiale en les contenant dans la seule Russie?

Hédi ENNAJI

Bibliographique sélective:

AVENEL J.-D.; *Interventions alliées pendant la Guerre Civile russe (1918-1920)*; éd. Economica; Paris; 2010; 234 p.

CARLEY M. J.; *Revolution & Intervention, The French Government and the Russian Civil War 1917-1919*; éd. McGill Queen's; Montréal; 1983; 265 p.

FIC V. M.; *The Collapse of American Policy in Russia and Siberia, 1918: Wilson's decision not to intervene (March-October, 1918)*; éd. Columbia University Press; coll. East European Monographs; New York; 1995; 494 p.

HAFFNER S.; *Le pacte avec le diable, Les relations germano-soviétiques 1917-1939*; éd. Alvik; St Berthevin; 2006; 140 p.

HOGENHUIS-SELIVERSTOFF A.; *Les relations franco-soviétiques 1917-1924*; éd. Publications de la Sorbonne; Paris; 1981; 311 p.

JEVAKHOFF A.; *La guerre civile russe*; éd. Perrin; Paris; 2017; 687 p.

MOFFAT I. C. D.; *The Allied Intervention in Russia, 1918-1920: The diplomacy of chaos*; éd. Palgrave Macmillan; New York; 2015; 317 p.

PEARCE B.; *How Haig saved Lenin*; éd. Macmillan Press; London; 1987; 138 p.

PIPES R.; *La Révolution Russe*; éd. PUF; coll. Connaissances de l'est; Paris; 1992; 866 p.

SAYERS M., KAHN A. E.; *La Grande conspiration contre la Russie*; éd. Hier Et Aujourd'hui; Paris; 1947; 461 p.

VENNER D.; *Les Blancs et les Rouges: Histoire de la guerre civile russe, 1917-1921*; éd. Pygmalion; Paris; 1997; 397 p.

WHEELER-BENNETT J. W.; *Brest-Litovsk, The forgotten peace*; W. W. Norton & Co Inc; New York; 1971; 478 p.

ZEMAN Z. A. B.; *Germany and the Revolution in Russia 1915-1918*; éd. OUP; London; 1958; 157 p.

1. William Boyce Thompson en quittant la Russie, avait versé 1 millions de dollars aux Bolchéviks pour leur propagande en Allemagne. Une fois rentré à New York, il tint devant ses pairs capitalistes au Rocky Mountain Club un discours passionné en février 1918 les incitant à prendre parti pour les Bolchéviks, la démocratie russe ne pouvant "*qu'être rouge*". [↑](#footnote-ref-2)
2. En réalité, le 3 mars les Bolchéviks prirent la décision dans le dos des Alliés de dissoudre la légion tchécoslovaque pour inclure ses éléments dans leur armée révolutionnaire sous les ordres de Trotski. Lénine autorisa leur transfert le 26 mars avant que Trotski ne l'annule le 28. [↑](#footnote-ref-3)
3. Ce projet ne faisait aucune mention d'une ingérence dans les affaires intérieures de la Russie ou d'une opération antibolchévique, les Allemands étant le seul ennemi désigné. [↑](#footnote-ref-4)
4. Paradoxalement, seule la victoire alliée sur l'Allemagne permit aux Bolchéviks de s'émanciper de la tutelle allemande et d'échapper à une colonisation germanique de la Russie. [↑](#footnote-ref-5)